



 **#coronavirus** 

avec la CNT-Solidarité Ouvrière



on revendique !



Communiqué du 02 février 2021

Pendant que Macron tente un coup de poker sur la gestion sanitaire, J.M Blanquer persiste et signe : en milieu scolaire, la situation est « maîtrisée » et l'essentiel est de « tenir les calendriers ». Face à une remontée de l'épidémie et le risque des variants potentiellement plus contagieux, c'est irresponsable !

Blanquer ment !

Les **chiffres communiqués**, chaque vendredi, **par le ministère sont largement sous-évalués** avec un rapport de 1 à 3 avec ceux de SPF pour les même tranche d'âge et périodes. Ils dessinent pourtant une tendance à la hausse comme pour le reste de la société. Plus problématique, la tranche des 0-14 ans est celle qui connaît la plus forte hausse, la plus forte positivité, tout en étant toujours une catégorie largement sous-testée (source rapport SPF du 28/01) !

Contrairement aux mensonges de Blanquer, le système scolaire est bien impacté ! Nous déplorons le changement restrictif, depuis octobre, de la définition des « cas contacts » qui permet une véritable omerta sur la circulation épidémique en milieu scolaire et gêne la politique « tester-tracer-isoler » supposée au cœur de la stratégie gouvernementale ! Pour vraiment casser des chaînes de contaminations, **il est indispensable de revenir à des règles strictes concernant la gestion des cas contacts et prévoir des tests systématiques dès la connaissance d'un cas**, élève comme adulte. Pour l'instant le ministère ne l'envisage qu'en maternelle ou pour les cas avérés de variants, souvent mal détectés, ce n'est pas suffisant !

Le mythe de l'enfant inactif dans l'épidémie a du plomb dans l'aile comme le montre la mise à l'arrêt ou l'adaptation d'une bonne partie des systèmes éducatifs européens depuis Noël. Le système scolaire brasse et connecte quotidiennement plusieurs millions de personnes, on ne peut faire l'économie de mesures sanitaires strictes pour empêcher le virus d'y circuler !

Trop de renfort tue le renfort ?

Non M. Blanquer, il ne suffit pas de répéter des mesures en boucle pour qu'elles soient efficaces ! Nous ne comptons plus les annonces de « renforcement du protocole » par le ministre mais celle-ci sont le plus souvent à la marge, pas toujours contraignantes ni lisibles, mises en place selon une géométrie variable dans les établissements et se heurtent à la réalité du manque d'investissement dans des moyens matériels et humains pour maîtriser l'épidémie.

Comment mieux gérer le temps de cantine, point faible notoire, alors que nombre de collectivités font déjà face à des problèmes chroniques de personnels ? Comment effectuer les mesures de CO2 préconisées quand aucune dotation ou crédits ne sont prévus pour disposer de l'appareillage nécessaire ? Comment pratiquer les règles d'hygiènes nécessaires quand le bâti est vétuste et attend désespérément une rénovation ?

Pour répondre à ces interrogations, le ministère doit fournir une dotation d'urgence (masques pour tous.tes, capteurs CO2...) **mais aussi lancer le plan d'investissement dans « l'école » que nous revendiquons depuis des mois !**

La politique de « tests massifs » rencontre le même problème. Annoncée 3 fois depuis novembre, c'est toujours un fiasco sur le terrain. Ils sont indispensables mais ne peuvent reposer sur les seuls personnels médico-sociaux, en nombre insuffisant (moins de 1000 médecins scolaires en France et

seulement 7600 infirmières) et déjà submergés par leurs missions quotidiennes et le « *contact tracing* ». **Il est nécessaire de réorienter les tests vers le dépistage des « cas contacts » avec coordination et renfort des collectivités et autorités de santé. Un recrutement de personnels médico-sociaux est aussi urgent.**

Choix pédagogique ou diktat du MEDEF ?

Comment croire ce gouvernement des riches quand il prétend agir dans l'intérêt des élèves décrocheurs ou encore pour la psychologie de la jeunesse ? **Le gouvernement ne souhaite surtout pas « mettre l'activité économique en carafe »** (Castex) **et mise cyniquement sur le faible nombre de cas graves dans cette tranche d'âge !** Cette politique a pourtant un coût, jamais assumé politiquement, 10000 morts par mois actuellement et des mesures contraignantes qui s'éternisent, enfonçant des pans entiers de la société dans la précarité et la détresse psychologique...

Alors que faire, fermer et puis c'est tout ? Nous avons conscience de l'accentuation des difficultés et inégalités scolaires suite au premier confinement avec un enseignement en distanciel mal préparé et discriminant. Nous partageons la volonté de maintenir les apprentissages et le lien éducatif avec nos élèves mais cela ne doit pas se faire au prix de la santé publique et par la mise en danger des personnels et élèves !

Nous défendons un investissement public massif (voir ci-dessus). **Face au risque de l'explosion des variants, des mesures d'urgence peuvent encore être prises.** On a pu remarquer un effet « vacances scolaires » faisant baisser la circulation virale (très marqué à la Toussaint). La solution de **fusionner les zones de vacances scolaires et de fermer le système éducatif pendant un mois** reste une solution simple avec un impact diminué sur la scolarité !

Pour nous, **il faut ensuite temporairement faire baisser partout le nombre d'élèves accueillis et réorganiser les enseignements** (en application du « plan de continuité pédagogique »), seule façon de tenir pleinement les objectifs du protocole sanitaire. **Cela implique aussi une réorganisation pédagogique**, les attendus de l'année (programmes, évaluations..) et les calendriers ne peuvent rester inchangés comme si de rien n'était. Et si on arrêtait la machine à sélectionner pour revenir à l'éducation ?

Personnels comme parents, nous devons revendiquer la mise en place de mesures permettant, si il est encore temps, de pérenniser la fin d'année scolaire. Contrairement au discours du ministre, « l'école » n'est pas un isolat dans la société, il s'agit d'un enjeu de santé publique indispensable pour la maîtrise globale de la pandémie ! **Mettons la question en débat dans nos établissements et utilisons tous les moyens nécessaires y compris la grève !**

La fédération CNT-SO Éducation et Recherche revendique :

- Regroupement des vacances scolaires d'hiver des zones A, B,C et fermeture complète des établissements pour un mois à partir du 06/02
- Dédoublage de toutes les classes avec emploi du temps adapté soit l'application immédiate de la phase 1 du plan de continuité pédagogique sur tout le territoire et de la phase 2, dans les zones les plus affectées par l'épidémie
- Distribution gratuite de masques (aux nouvelles normes) pour tous les élèves
- Fourniture de masques FFP2 pour les personnels de santé et AESH
- Redéfinition stricte des « cas contacts ». Réorientation des tests pour dépister massivement élèves et personnels dès apparition d'un cas, en liaison avec les collectivités et les autorités de santé.
- Plan de recrutement massif de personnels
- Plan d'équipement informatique pour les élèves et personnels
- Maintien du télétravail ou ASA de droit pour les personnels vulnérables. Remplacement des enseignants vulnérables en ASA.
- Indemnisation à 100% du congé garde d'enfant, de droit, pour les parents. Indemnisation pour tous des périodes d'isolement.

